



1^{er} avril 2020

Intervention au comité des femmes de la CSI

Chères camarades,

J'espère que vous allez bien ainsi que vos proches. A suivre quelques éléments sur la situation en France.

Nous sommes en confinement depuis près de 3 semaines. Le confinement a été mis en place 1 semaine après le 8 mars, qui a été un grand succès en France. 150 000 manifestant.e.s dans toute la France, du jamais vu pour un 8 mars. On est encore loin de l'Espagne, du Chili, de l'Argentine, de la Suisse...mais nous pensons que nous avons maintenant les moyens de réussir l'année prochaine une grande journée de grève féministe. Le 8 mars, la CGT avait pour la 4^e année de suite, initié une alliance des syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et des associations féministes en faisant le lien entre les questions sociales et sociétales et en appelant les femmes à organiser des « marches des grandes gagnantes » sur tout le territoire. Nous avons réussi le 8 mars car nous avons fait converger

- La mobilisation féministe contre la réforme des retraites, très importante et visible depuis décembre, avec la reprise par la CGT et des ONG de « Rosie la riveteuse ». Partout en France, à chaque manifestation, des centaines de manifestantes défilaient en bleu de travail, en dansant et chantant pour dénoncer la réforme des retraites. Ce qui a déclenché la colère c'est que le gouvernement, pour faire passer sa réforme, a essayé de faire croire que les femmes en seraient les « grandes gagnantes », alors que c'est tout l'inverse.
- Et la mobilisation contre les violences, qui a été relancée par l'attribution du César du meilleur réalisateur à Roman Polanski, réalisateur poursuivi par la justice pour le viol de 13 mineures. Ce « César de la honte » a mis le feu aux poudres, et de très nombreuses femmes, notamment des jeunes ont manifesté le 8 mars pour le dénoncer

Aujourd'hui on estime qu'environ 30% de salarié.e.s sont en télétravail, 20% en chômage partiel (avec maintien du contrat de travail et d'une partie de la rémunération) et que la moitié des salarié.e.s continue à se rendre sur son lieu de travail, souvent pour des activités non essentielles qui n'ont pas été stoppées et sans protection. Parmi ceux-ci, les femmes sont très majoritaires dans les professions qui doivent continuer à travailler et qui sont exposées au public : infirmières, aides soignantes... dans les hôpitaux ou les maisons de retraite, travailleuses domestiques auprès des personnes âgées ou des bébés, caissières, personnel de ménage...Il n'y a quasiment aucune protection, y compris pour le personnel soignant qui n'a même pas assez de masques ! Une mise en danger gravissime alors que des salarié.e.s commencent à décéder, y compris parmi nos militant.e.s

Les crèches et les écoles sont fermées, la prise en charge des enfants repose donc encore plus sur les femmes qui sont obligées de le faire en travaillant quand elles télétravaillent.

Les violences conjugales explosent, avec une augmentation de 30% du nombre de signalement en une semaine

L'accès à l'IVG est déjà réduit. Le gouvernement refuse pour l'instant d'allonger les délais. Les rendez-vous de suivi des femmes enceintes ont été supprimés. Les pères n'ont plus le droit de les accompagner à la maternité pour les accouchements.

Le confinement n'est pas très efficace car nous n'avons pas les moyens d'équiper tout le monde de masques et de tester et isoler tous les malades, par manque de tests. Nos hôpitaux atteignent la saturation dans le Nord-Est et cette semaine plus particulièrement dans la région parisienne et le Nord. Les patients sont transférés en réanimation vers d'autres régions, quelques-uns ont été pris en charge en Allemagne. Des soignants dénoncent le fait de trier les personnes à réanimer ou la difficulté de prise en charge d'autres pathologies urgentes.

La situation dans les maisons de retraite est explosive. Les personnes âgées y sont confinées mais le personnel n'a pas de masques et les contaminations commencent. Le recensement des décès n'a pas encore été fait. Le personnel, quasiment exclusivement féminin, est très exposé.

Nous avons obtenu la mise en place de certaines mesures sociales

- La suspension du dispositif législatif de la réforme des retraites sine die. Espérons que cela finira comme en Belgique !
- La suspension de la réforme de l'assurance chômage jusqu'au 1^{er} septembre, qui aurait fait baisser les droits de 50% des demandeurs d'emploi
- La généralisation du chômage partiel, contrairement à ce qui s'est passé pendant la crise de 2008
- Une amélioration de l'indemnisation des arrêts maladie

Par contre, le gouvernement refuse

- D'interdire les licenciements
- D'arrêter toutes les activités non essentielles. Nous nous sommes appuyés sur la liste mise en place en Espagne et en Italie pour exiger la même chose, le gouvernement nous répond jusque là que c'est trop compliqué.
- D'interdire clairement le versement des dividendes
- De protéger le contrat de travail des victimes de violences conjugales et d'obliger les employeurs à faire de la prévention (voir à suivre)

Le gouvernement a adopté une loi d'urgence sanitaire qui l'autorise à légiférer sans le Parlement, par ordonnances. Une ordonnance sur le temps de travail est déjà sortie. Elle permet, jusqu'au 31 décembre 2020 aux employeurs d'imposer à leurs salariés les dates de congés, et, dans certains secteurs, de dépasser les durées maximum de travail en allant jusqu'à 60h/semaine (contre 48h aujourd'hui) et seulement 9h de repos par jours (contre 11H aujourd'hui) ! Nous n'avons pas encore la liste de ces secteurs, mais les femmes y seront probablement très présentes car il y aura probablement le commerce et la santé notamment.

Le confinement devrait durer au moins jusqu'au 5 mai. L'impact économique sera énorme, évalué au moins à 3 points de PIB par mois de confinement

Avec cette crise, la France découvre ce que nous disons depuis longtemps :

- Notre système de santé est à bout de souffle et souffre des politiques d'austérité. En 20 ans, nous avons fermé 100 000 lits dans les hôpitaux. Le nombre de lits de réanimation en France est presque deux fois plus faible qu'en Allemagne.
La promesse de Macron d'un « plan massif d'investissement et de revalorisation des carrières » de l'hôpital, a été reçue avec un grand scepticisme par les soignant.e.s, habitués à ses effets d'annonce. Pourtant c'est une attente très forte du personnel en lutte depuis plus d'un an pour l'amélioration des conditions de travail, des effectifs et des salaires décents comme pour les infirmier.es. qui sont les plus mal payé.e.s de l'OCDE. Surtout [au moment où il annonçait un plan pour l'hôpital public, Macron a commandé un rapport à la Caisse des dépôts et consignations préparant la privatisation par vente à la découpe du système public de santé !](#)
- La désindustrialisation de notre pays et l'internationalisation des chaînes de production nous met en danger, avec un défaut de souveraineté très inquiétant. Nous sommes maintenant incapables de fabriquer un produit aussi simple que des masques. Nous n'avons pas de test car nous ne produisons pas les composants. Nous allons bientôt manquer de médicaments et de respirateurs, alors que la France dispose de champions de l'industrie pharmaceutique (Sanofi...)...

Sur la convention 190, la ministre du travail a annoncé en juillet dernier que la France allait ratifier, depuis, aucune nouvelle ! Le président de la République et le premier ministre n'en ont jamais parlé, probablement pour ne pas fâcher le patronat. Nous savons que la France veut le faire à minima, c'est-à-dire sans modifier la loi. Le problème c'est que l'essentiel des avancées pour nous se situent dans la recommandation, la bataille est donc plus politique que juridique. Nous avons un rendez-vous au ministère du travail la semaine dernière qui a été annulé pour cause de confinement. Avec l'explosion des violences conjugales, nous relançons l'interpellation de la France pour la ratification de la convention

Pour la suite, nous pensons qu'il faut anticiper, construire un rapport de force maximum et porter ensemble des propositions au niveau mondial, sinon, ce sont encore les travailleuses et travailleurs qui vont payer la facture de la crise. Depuis 2008, la « stratégie du choc », on connaît !

Nous pensons que la CSI doit avoir une parole très forte dans la période et qu'elle devrait adopter une plateforme revendicative mondiale avec notamment :

- Faire une analyse genrée de l'impact de la crise, tirer des leçons des précédentes et adopter immédiatement des mesures contre les violences, pour dépénaliser l'avortement, en garantir l'accès aux femmes ainsi qu'à la contraception et prévenir la mortalité maternelle et infantile (qui a explosé après Ebola en Afrique par exemple)
- Investir dans l'économie des soins, revaloriser les métiers à prédominance féminine et renforcer les services publics pour avoir des plans de relance qui visent d'abord le bien-être des populations, soient un levier pour l'émancipation des femmes et aident à la transition environnementale. La campagne du comité des femmes est excellente, l'actualité nous donne raison, il faut la relancer avec de nouvelles initiatives. C'est aussi l'occasion de porter

notre critique du PIB et nos propositions pour une autre mesure de la croissance. Le bilan de la crise nous montre ce qui se passe quand on délègue ces missions essentielles au privé : en France, les cliniques privées ne jouent pas le jeu, et elles ont pris tardivement peu de malades en charge.

- La question des chaînes d'approvisionnement, de la relocalisation industrielle et de la taxe carbone, pour empêcher un nouveau choc de compétitivité coût et la mise en concurrence de tou.te.s les travailleuses/travailleurs
- Mettre en place une protection sociale pour tou.te.s les travailleu.ses et travailleurs, pour les protéger contre cette crise et les suivantes
- Enfin, l'impact de la crise sera encore plus violent pour les pays les plus pauvres. Il faut que nous relançons notre exigence d'annulation de la dette et de suppression des sanctions, et que nous portions des propositions concrètes visant à relancer la solidarité internationale et le multilatéralisme.

Une fois passée le pic de la crise sanitaire, il sera intéressant que la CSI fasse le bilan de la situation de chaque pays par rapport aux politiques nationales. La pandémie a touché tout le monde, mais tous les pays ne s'en sont pas sortis pareil en fonction des politiques mises en œuvre, de l'état des Services publics et de l'industrie notamment !

Le 1^{er} mai doit être un temps très fort pour faire entendre ces propositions et pour montrer que nous ne nous laisserons pas faire. Il faudra ensuite que la CSI propose des journées d'action mondiales. Le système capitaliste néo-libéral est encore une fois responsable de l'ampleur de cette crise, maintenant il faut vraiment que les leçons soient tirées !

Le 1^{er} avril 2020

Sophie Binet, CGT